

Demande d'approbation référendaire

Aux personnes intéressées ayant le droit de signer une demande de participation à un référendum relative au second projet du règlement 2023-480 modifiant le règlement 2009-157 portant sur les plans d'aménagement d'ensemble et modifiant la zone 223-C du règlement de zonage 2009-155.

Avis public est donné de ce qui suit :

1. À la suite d'une assemblée publique de consultation, tenue le lundi 2 mai 2023, le conseil municipal de la Ville de Carleton-sur-Mer a adopté le 8 mai 2023 un second projet du règlement 2023-480 modifiant le règlement 2009-157 portant sur les plans d'aménagement d'ensemble et modifiant la zone 223-C du règlement de zonage 2009-155.
2. Ce second projet contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées des zones concernées et des zones contiguës, afin qu'un règlement qui les contient soit soumis à leur approbation, conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2).
3. Une illustration des zones visées du plan de zonage peut être consultée sur le site internet de la Ville au <https://carletonsurmer.com/reglements-municipaux/>.
4. Pour être valide, toute demande de participation à un référendum doit :
 - Indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet ainsi que la zone d'où elle provient et, le cas échéant, mentionner la zone à l'égard de laquelle la demande est faite;
 - Être reçue au bureau du soussigné au plus tard le huitième jour qui suit la date de publication du présent avis, soit le **mercredi 17 mai 2023**;
 - Être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21.
5. Les renseignements permettant de déterminer quelles sont les personnes intéressées ayant le droit de signer une demande peuvent être obtenus auprès du soussigné, aux jours et aux heures ci-après mentionnés.
6. Un formulaire de demande de participation à un référendum peut être obtenu en communiquant avec le Service d'urbanismes à l'adresse courriel urbanisme@carletonsurmer.com ou selon les modalités spécifiées au point 8.
7. Toutes les dispositions du second projet qui n'auront pas fait l'objet d'une demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.
8. Le projet de règlement faisant l'objet du présent avis le projet de règlement peut être consulté sur le site internet de la Ville au <https://carletonsurmer.com/avis-publics/>; ou au bureau du soussigné, à l'hôtel de ville, au 629, boulevard Perron à Carleton-sur-Mer, du lundi au vendredi durant les heures habituelles de bureau, soit du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h.

Fait à Carleton-sur-Mer, ce 9^e jour de mai 2023.



Antoine Audet
Directeur général et greffier
(Publication sur le site internet de la Ville, le 9 mai 2023)

2^{ème} PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 2023-480

MODIFIANT LE RÈGLEMENT 2009-157 PORTANT SUR LES PLANS D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE ET MODIFIANT LA ZONE 223-C DU RÈGLEMENT DE ZONAGE 2009-155

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Carleton-sur-Mer est régie par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1);

CONSIDÉRANT QU'en vertu des dispositions de cette loi, le conseil municipal peut modifier le règlement 2009-157 portant sur les plans d'aménagement d'ensemble et le règlement de zonage 2009-155;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal juge opportun de modifier le règlement 2009-157 portant sur les plans d'aménagement d'ensemble et le règlement de zonage 2009-155 afin d'agrandir la zone 223-C et d'y créer une nouvelle zone récréotouristique 223-X;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion a été donné le 17 avril 2023 et que le projet de règlement a été déposé à la même date;

POUR CES MOTIFS,

Il est PROPOSÉ par [REDACTED]
Et résolu à l'unanimité

QUE le 2^{ème} projet de règlement 2023-480 soit adopté, statuant et décrétant ce qui suit :

MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT 2009-157 PORTANT SUR LES PLANS D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE

ARTICLE 1

L'article 3.2.2 est abrogé.

ARTICLE 2

L'article 3.24, 3.2.4.1 et 3.2.4.2 sont abrogés et remplacés par les suivants :

3.2.4 Cheminement du projet de plan d'aménagement d'ensemble

3.2.4.1 Étude par le comité consultatif d'urbanisme

Le projet de plan d'aménagement d'ensemble, s'il remplit les conditions énoncées au règlement sur les permis et certificats et s'il est conforme aux dispositions du présent règlement, est soumis par le fonctionnaire désigné au comité consultatif d'urbanisme.

Dans les trente (30) jours de la présentation d'un projet de plan d'aménagement d'ensemble, le comité consultatif d'urbanisme doit avoir pris position sur ledit projet de plan d'aménagement d'ensemble et formulé une résolution à l'intention du conseil en ce sens.

Dans la mesure où le projet de plan d'aménagement d'ensemble est conforme aux objectifs du plan d'urbanisme, qu'il respecte les dispositions du présent règlement, du règlement sur les permis et certificats et du règlement de lotissement, le comité consultatif d'urbanisme doit rendre un avis favorable au projet. Il peut aussi formuler, à l'intention du demandeur et du conseil, les recommandations qu'il juge pertinentes.

3.2.4.2 Étude et approbation par le conseil

Une fois qu'il a été jugé conforme et acceptable par le comité consultatif d'urbanisme, le fonctionnaire le soumet le plan d'aménagement d'ensemble au conseil avec l'avis et les recommandations du comité consultatif d'urbanisme.

Après étude du plan d'aménagement d'ensemble et après avoir pris connaissance de l'avis du comité consultatif d'urbanisme, s'il juge que ce dernier respecte les objectifs et critères prévus au présent règlement, le conseil approuve le plan d'aménagement d'ensemble par résolution.

Le conseil peut soumettre au requérant, s'il le juge opportun les recommandations du comité consultatif d'urbanisme ou celles qui peuvent relever du conseil même.

ARTICLE 3

Les articles suivants 3.3 à 3.3.2.2 sont abrogés.

ARTICLE 4

L'article suivant est ajouté :

4.2.2 Zones 223-X

Favoriser un développement récréotouristique et de villégiature axé sur la mise en valeur des milieux naturels et la qualité de vie, et dans ce sens :

1. protéger l'intégrité naturelle des bandes riveraines des cours d'eau, des lacs et des milieux humides;
2. prévoir la plantation ou la conservation d'arbres de manière à ce que tous les terrains aient un couvert végétal intéressant et abondant ;
3. prévoir des espaces communs, parcs, pistes cyclables et sentiers piétonniers en nombre et en espace suffisants, le tout intégré au milieu naturel;
4. prévoir, lorsque requis, l'aménagement de bassins de rétention afin d'augmenter la captation des eaux de pluie et de diminuer la pression sur les réseaux d'égouts;
5. prévoir l'implantation des bâtiments et les accès à ceux-ci en fonction des autres usages résidentiels et commerciaux à proximité, ainsi qu'au développement potentiel des terrains voisins;
6. prévoir des mesures d'atténuation efficaces lorsque le secteur visé comprend des équipements ou activités susceptibles de causer des nuisances, par exemple des buttes-écrans, des zones tampons ou des écrans visuels aménagés avec des végétaux, des zones tampons boisées.

MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT DE ZONAGE 2009-159

ARTICLE 5

L'annexe A (plan de zonage) est modifiée en remplaçant le numéro de zone 223-C par le numéro 223-X.

ARTICLE 6

L'annexe A (plan de zonage) est modifiée en agrandissant la zone 223-X, telle que représentée à l'annexe « I » faisant partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 7

L'annexe B (grille de spécification) est modifiée en remplaçant le numéro de zone 223-C par le numéro 223-X.

ARTICLE 8

L'annexe B (grille de spécification) est modifiée en remplaçant les usages autorisés pour la zone 223-X par les usages suivants :

- Unifamilial isolé et jumelé
- Résidence de villégiature et chalet

- Hébergement et restauration
- Lieux de rassemblement, centres récréatifs et sportifs
- Conservation et récréation extensive
- Équipements d'accueil spécifiquement touristiques

ARTICLE 9

L'annexe B (grille de spécification) est modifiée en remplaçant les usages spécifiquement autorisés pour la zone 223-X par les usages suivants :

- Résidence de tourisme

ARTICLE 10

L'annexe B (grille de spécification) est modifiée en remplaçant les normes d'implantation et de dimension pour la zone 223-X par les suivantes :

Marge avant		
	minimale	6
	maximale	
Marge arrière		
	minimale	9
	maximale	
Marges latérales minimales		
	Générale	2.0
	Combinée	6.0
Hauteur en étages		
	minimale	
	maximale	2

ARTICLE 11

L'annexe B (grille de spécification) est modifiée en remplaçant les normes de densité pour la zone 223-X par les suivantes :

Superficie maximale - vente au détail (m ²)	
Superficie maximale - services (m ²)	
Nombre maximal de logements dans un bâtiment	1
Pourcentage d'occupation au sol (POS) maximum	50

ARTICLE 12

L'annexe B (grille des spécifications) est modifiée en remplaçant les normes particulières pour la zone 223-X par les normes particulières suivantes :

- Zone assujettie au règlement de PAE

ARTICLE 13

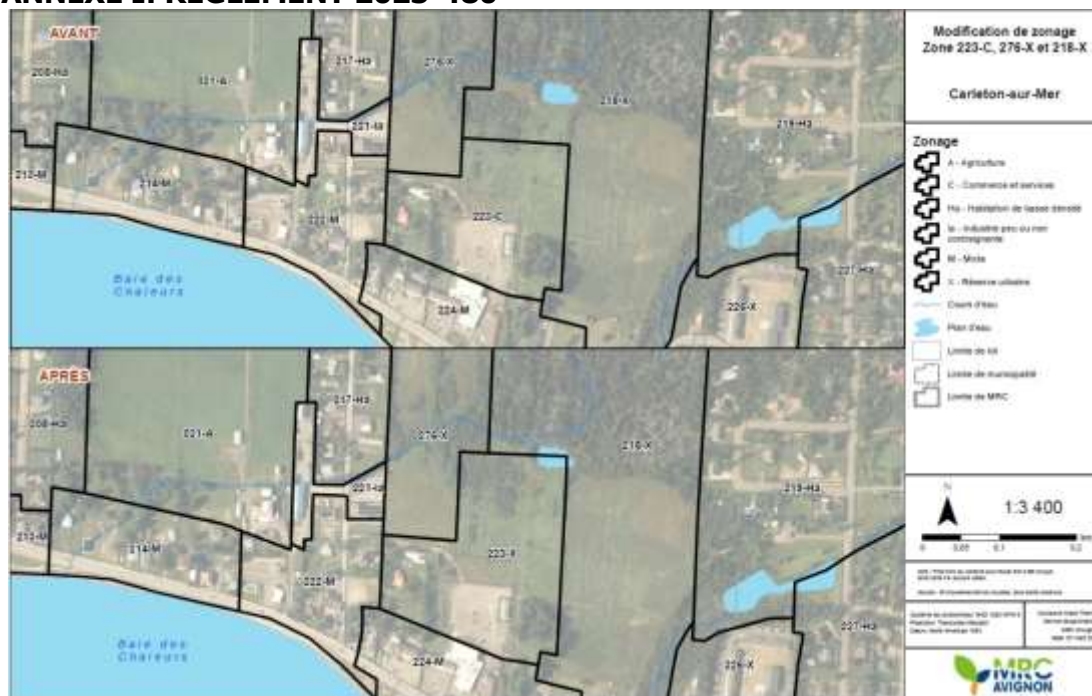
Ce présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

M. Mathieu Lapointe
Maire

M. Antoine Audet
Directeur général et greffier

- Avis de motion donné le 17 avril 2023
- 1^{er} projet de règlement adopté par le conseil municipal de la Ville de Carleton-sur-Mer, le 17 avril 2023
- Consultation publique tenue le 2 mai 2023
- 2^{ème} projet de règlement adopté le 8 mai 2023
- Adoption du règlement le

ANNEXE I: RÈGLEMENT 2023-480



Ce plan fait partie intégrante du règlement no. 2023-480 modifiant le règlement 2009-157 portant sur les plans d'aménagement d'ensemble et le règlement de zonage 2009-155 de la Ville de Carleton-sur-Mer.

Authentifier ce jour _____

M. Mathieu Lapointe
Maire

M. Antoine Audet
Directeur général et greffier